



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

Montreuil, le 26 octobre 2011

Aujourd'hui se tient un CCHS de la Fonction Publique d'Etat. Lorsque nous regardons l'ordre du jour, des questions essentiellement techniques seront débattu aujourd'hui. Comment est-il possible d'avoir un tel décalage entre les préoccupations du ministère de la Fonction Publique et celles des personnels ?

L'actualité vient douloureusement de nous rappeler que les personnels sont « à bout » et qu'ils utilisent, pour certains, des moyens définitifs pour sortir de cette spirale infernale.

Les médias ont mis en avant le suicide de l'enseignante de Béziers qui s'est immolée dans la cours de son établissement. Pour toute réponse nous avons assisté à une tentative de rejet de ses responsabilités de la part du gouvernement. Ce cas peut sembler isolé mais malheureusement ce n'est pas le cas, à l'ONF, au ministère de la justice, de l'intérieur, de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, et la liste est très longue, des personnels mettent fin à leurs jours et quelle réponse apporte le gouvernement ?

Les ministères ne possèdent même pas d'outils fiables pour essayer, ne serait ce que de quantifier le mal être au travail !

La création de CHSCT dans la fonction publique permettra, nous l'espérons, que ces problématiques soient pleinement prises en compte par l'administration. Gageons que les personnels feront de ces CHSCT autre chose qu'une coquille vide ! Si l'administration ne prend pas les devants, les personnels prendront leurs responsabilités en demandant des expertises, en faisant jouer leur droit de retrait. On ne peut jouer impunément avec la vie des agents, la politique menée par le gouvernement le fait pourtant en instaurant une RGPP inhumaine, en vidant le travail de son sens, en supprimant des dizaines de milliers de postes, en augmentant considérablement la charge de travail des agents !

L'expérimentation en cours sur le contrôle des arrêts maladie ne fait que renforcer la suspicion ambiante, au lieu de s'attaquer au nœud du problème responsable du déficit de la sécurité sociale, au lieu de s'attaquer à l'industrie pharmaceutique, aux entreprises qui enregistrent des profits faramineux sur le dos des salariés, l'Etat tente de culpabiliser les personnels en leur faisant croire qu'ils sont responsables de tous les maux alors qu'au contraire, ils les subissent de plein fouet !

Oui, nous tirons la sonnette d'alarme, encore une fois en espérant être, et ce n'est pas coutume, entendu.

En attendant et en espérant une autre politique, nous demandons au ministère de la Fonction Publique l'ouverture, très rapide, de négociations sur les conditions de travail pour apporter des réponses urgentes et nécessaires.